

*Questions orales*

**M. Crosbie:** . . . et du ministre des Finances qui au moins, a l'excuse d'avoir un mal de gorge, je vais poser ma dernière question supplémentaire à l'un des pages.

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme le Président:** A l'ordre. J'ai l'impression que la période des questions va être agitée. Je pense que nous devrions tous commencer tout de suite en faisant preuve de discipline.

**M. Crosbie:** Madame le Président, au moins celui-ci comparait peut-être au sort des 887,000 chômeurs. Pour ma dernière question supplémentaire, je vais tenter ma chance encore une fois du côté du premier ministre. Sa fleur est en train de faner. Elle n'est pas d'un rouge aussi vif que d'habitude. Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond chez lui aujourd'hui.

L'OCDE a prédit que l'économie canadienne connaîtrait son pire rendement depuis 1954. C'est vraiment quelque chose. Le 10 juin, le ministre des Finances a dit à la Chambre qu'il était souhaitable de poursuivre la lutte contre l'inflation. Le premier ministre voudrait-il nous confier quelles politiques il entend appliquer pour poursuivre cette lutte contre l'inflation?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Vous venez de dire que j'étais absent.

**M. Crosbie:** Vous l'êtes sûrement; vous manquez du sens le plus élémentaire de la convenance et de la responsabilité.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Adressez-vous alors au page.

**M. Crosbie:** Comme le premier ministre est toujours absent, peut-être pourrais-je demander au ministre de l'Industrie et du Commerce s'il manifesterait quelque sollicitude à l'égard des 887,000 chômeurs. Quelle est la nouvelle stratégie industrielle qu'il envisage pour leur donner du travail? Le taux de chômage a augmenté pendant six mois consécutifs. Le premier ministre est incapable de répondre. Le ministre de l'Industrie et du Commerce va-t-il nous dire quelle sera la politique du gouvernement?

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Madame le Président, je regrette que mon honorable ami n'ait pas été à la Chambre hier. Nous avons exposé . . .

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**Mme le Président:** A l'ordre. Nous ne voulons pas que la période des questions se perde en chahuts et en exclamations, n'est-ce pas?

## LE TAUX ÉLEVÉ DU CHÔMAGE EN ONTARIO

**L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel):** Madame le Président, pareille indifférence à l'égard du chômage est scandaleuse. Si le ministre de l'Industrie et du Commerce se fiche des chômeurs canadiens, peut-être sera-t-il plus sensible au sort des chômeurs de l'Ontario. La hausse du chômage, depuis que le ministre et son gouvernement ont pris le pouvoir en février

dernier, s'est produite pour les trois quarts dans la province d'Ontario. Sa propre ville connaît maintenant un taux de chômage de 15 p. 100. Qu'est-ce que le ministre a à dire à la Chambre à ce propos? Pourquoi a-t-il permis que pareil taux de chômage sévise dans sa province et dans sa propre ville?

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Madame le Président, nous avons amorcé des mesures concrètes à ce propos avant même de former le gouvernement, en menant l'attaque contre les conservateurs incompetents et en les foutant dehors . . .

**Des voix:** Bravo!

**M. Gray:** . . . et en permettant l'arrivée d'un nouveau gouvernement libéral, qui est capable d'agir énergiquement au mieux des intérêts des travailleurs canadiens et ontariens, ce qu'il fait effectivement.

**M. Stevens:** Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse encore au ministre de l'Industrie et du Commerce. Si l'attaque dont il a parlé a eu tellement de succès, comment se fait-il que le chômage ait augmenté en Ontario à tous les mois depuis qu'il est au pouvoir, au point qu'il y a maintenant 22,000 sans travail à Windsor comparé à 11,000 lorsqu'il est entré en fonction? Pourquoi y a-t-il aujourd'hui 46,000 chômeurs de plus que lors de son entrée en fonction?

**M. Gray:** Madame le Président, l'une des raisons, du moins en ce qui me concerne, est que nous n'avons pas encore surmonté les problèmes économiques causés par le passage du gouvernement conservateur.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Trudeau:** Vous avez dit cela pendant six mois.

\* \* \*

## LES PIPE-LINES DU NORD

## LE GAZODUC—LA POLITIQUE CONCERNANT LE PREMIER TRONÇON

**M. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, je m'adresse au premier ministre. Ma question fait directement suite à sa conférence de presse de ce matin, et concerne l'importante question du pipe-line. La loi sur le pipe-line du Nord dit clairement:

Avant le début des travaux, la compagnie . . . devra établir à la satisfaction du ministre . . . que les fonds nécessaires au projet ont été obtenus.

● (1425)

Ailleurs dans la loi, on définit le pipe-line comme traversant le Canada à partir de l'Alaska; autrement dit, il est indivisible. Le premier ministre ayant déclaré à sa conférence de presse de ce matin que si la loi dit bien ce que je viens tout juste de citer—et elle le fait en termes très clairs—le gouvernement ne pourra autoriser la construction du premier tronçon, ou pour le faire il devra modifier la loi. J'aimerais demander au premier ministre laquelle des deux options le gouvernement va choisir.